

**MAIRIE DE  
VILLERS-SEMEUSE**

**PERMIS DE CONSTRUIRE  
DELIVRE PAR LE MAIRE AU NOM DE LA COMMUNE**

**DESCRIPTION DE LA DEMANDE**

**Demande déposée le 01/07/2024**

**Date d'affichage en mairie de l'avis de dépôt de la demande : 05/07/2024**

<b>Par :</b>	RESERVOIR SUN
<b>Représenté par :</b>	Monsieur GREPPO Thomas
<b>Demeurant à :</b>	10 place de la Joliette Les Docks Atrium 10-5 13002 MARSEILLE
<b>Pour :</b>	Nouvelle construction : - Installation de 34 ombrières photovoltaïques et de 4 locaux techniques
<b>Sur un terrain sis à :</b>	route des Ayvelles Zone industrielle X644

**REFERENCE DU DOSSIER**

**N° PC 008 480 24 A0006**

**Destination : Industrie**

**LE MAIRE DE VILLERS-SEMEUSE**

VU la demande de permis de construire susvisée ;

VU le Code de l'Urbanisme, notamment ses articles L.421-1 et suivants, R.421-1 et suivants ;

VU les articles L.151-1 et suivants, R.151-1 et suivants du Code de l'Urbanisme ;

VU le Plan Local d'Urbanisme de la commune de Villers-Semeuse approuvé le 4 février 2009, révisé le 17 janvier 2013, modifié le 9 janvier 2019, révisé le 13 juillet 2023 et révisé en dernier lieu par délibération du 27 juin 2023, exécutoire le 13 août 2023 ;

CONSIDERANT le Plan de Prévention des Risques d'inondation (P.P.R.i) Meuse aval (de Les Ayvelles à Givet) approuvé par l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2022 et qui fixe les projets d'intérêt stratégique dont la zone 6 concerne la zone industrielle PSA de Villers-Semeuse / Les Ayvelles / Lumes ;

VU le code de l'environnement relatif aux installations classées ;

VU l'avis favorable avec prescriptions de la DDT, service Sécurité et Bâtiment Durable, en date du 01/07/2024 joint au présent arrêté ;

VU l'avis favorable du Service Départemental d'Incendie et de Secours en date du 03/07/2024 ;

VU l'avis favorable de la DREAL Grand-Est, Unité départementale des Ardennes, en date du 04/07/2024 joint au présent arrêté ;

VU l'avis favorable d'Enedis, en date du 05/07/2024 ;

VU les documents annexés au présent arrêté ;

**..... ARRETE .....**

**ARTICLE UN** : Le permis de construire est **ACCORDE** pour le projet décrit dans la demande susvisée.

**ARTICLE DEUX** : Les prescriptions des services consultés seront strictement respectées.

VILLERS-SEMEUSE, le 13/08/2024

Le Maire,



**Jérémie DUPUY**

2024-08-13 10:16:53

AFFICHE LE : 13/08/2024

Transmis au Représentant de l'Etat,  
le 14/08/2024

Décision notifiée :

- Par lettre recommandée avec AR, le 14/08/2024
- Avec remise contre décharge, le / /2024

*Toute preuve de la remise du courrier doit pouvoir être produite ultérieurement*

**POUR INFORMATION :**

**ELECTRICITE :**

Le projet est un ouvrage de production d'électricité à partir de l'énergie solaire installé sur le sol, sa puissance crête est de 5088 kW et la destination principale de l'énergie produite est l'autoconsommation.

Les travaux d'extension nécessaires à la réalisation de ce projet seront à la charge du demandeur.

**ARCHEOLOGIE :**

Toute découverte fortuite de vestiges pouvant intéresser l'archéologie devra être déclarée sans délai au Maire de VILLERS-SEMEUSE conformément à l'article L.531-14 du Code du Patrimoine.

**ARGILES :**

Le projet est situé en zone d'aléa faible vis-à-vis du risque de retrait-gonflement des argiles. Cependant, il est recommandé au maître d'œuvre de consulter le guide « Le retrait-gonflement des argiles, comment prévenir les désordres dans l'habitat individuel ? » téléchargeable à l'adresse suivante : <http://www.side.developpement-durable.gouv.fr/EXPLOITATION/ACCIDR/accueil-risques-majeurs.aspx>, afin de garantir la pérennité de l'ouvrage.

Conditions dans lesquelles la présente autorisation devient exécutoire :

Vous pouvez commencer les travaux autorisés dès la date à laquelle cette autorisation vous a été notifiée, sauf dans le(s) cas particulier(s) suivant(s) :

- Une autorisation relevant d'une autorité décentralisée n'est exécutoire qu'à compter de la date à laquelle elle a été transmise au préfet ou à son délégué dans les conditions définies aux articles L.2131-1 et L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Le Maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale doit vous informer de la date à laquelle cette transmission a été effectuée.
- Si votre projet est situé dans un site inscrit vous ne pouvez commencer les travaux qu'après l'expiration d'un délai de quatre mois à compter du dépôt de la demande en mairie.
- Si l'arrêté mentionne que votre projet fait l'objet d'une prescription d'archéologie préventive alors les travaux ne peuvent pas être entrepris avant l'exécution des prescriptions d'archéologie préventive.

La présente décision est transmise au Représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales.

### **INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT**

#### **- COMMENCEMENT DES TRAVAUX ET AFFICHAGE :**

Les travaux peuvent démarrer dès que l'autorisation est exécutoire.

L'autorisation doit être affichée sur le terrain pendant toute la durée du chantier. L'affichage est effectué par les soins du bénéficiaire sur un panneau de plus de 80 centimètres de manière à être visible depuis la voie publique. Il doit indiquer le nom, la raison ou la dénomination sociale du bénéficiaire, la date et le numéro du permis, et s'il y a lieu la superficie du terrain, la superficie du plancher autorisé ainsi que la hauteur de la construction par rapport au sol naturel. Il doit également indiquer l'adresse de la mairie où le dossier peut être consulté. L'affichage doit également mentionner qu'en cas de recours administratif ou de recours contentieux d'un tiers contre cette autorisation, le recours devra être notifié sous peine d'irrecevabilité à l'autorité qui a délivré l'autorisation, ainsi qu'à son bénéficiaire.

#### **- DUREE DE VALIDITE :**

Une autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de la date à laquelle une décision est intervenue sur le permis de construire. Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année.

L'autorisation peut être prorogée, c'est à dire que sa durée de validité peut être prolongée, sur demande présentée deux mois au moins avant l'expiration du délai de validité si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes administratives de tous ordres et les taxes et participations applicables au terrain n'ont pas évolué.

Vous devez formuler votre demande de prorogation sur papier libre, en joignant une copie de l'autorisation que vous souhaitez faire proroger. Votre demande en double exemplaire doit être :

- Soit adressée au maire par pli recommandé, avec demande d'avis de réception postal,
- Soit déposée contre décharge à la Mairie.

#### **- DROITS DES TIERS :**

La présente décision est notifiée sans préjudice du droit des tiers (notamment obligations contractuelles ; servitudes de droit privé telles que les servitudes de vue, d'ensoleillement, de mitoyenneté ou de passage ; règles contractuelles figurant au cahier des charges du lotissement ...) qu'il appartient au destinataire de l'autorisation de respecter.

#### **- OBLIGATION DE SOUSCRIRE UNE ASSURANCE DOMMAGES-OUVRAGES :**

Cette assurance doit être souscrite par la personne physique ou morale dont la responsabilité décennale peut être engagée sur le fondement de la présomption établie par les articles 1792 et suivants du code civil, dans les conditions prévues par les articles L241-1 et suivants du code des assurances.

#### **- DELAIS ET VOIES DE RECOURS :**

Si vous entendez contester la présente décision vous pouvez saisir le tribunal administratif compétent d'un recours contentieux dans les DEUX MOIS à partir de sa notification. Vous pouvez également saisir d'un recours gracieux l'auteur de la décision ou, lorsque la décision est délivrée au nom de l'Etat, saisir d'un recours hiérarchique le ministre chargé de l'urbanisme. Cette démarche prolonge le délai du recours contentieux qui doit alors être introduit dans les deux mois suivant la réponse. (L'absence de réponse au terme d'un délai de deux mois vaut rejet implicite).

Les tiers peuvent également contester cette autorisation devant le tribunal administratif compétent. Le délai de recours contentieux court à l'égard des tiers à compter du premier jour d'une période continue de deux mois d'affichage sur le terrain conformément aux dispositions ci-dessus.

Le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne peut être saisi par l'application Télerecours citoyens accessible par le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

